

Rentrée



L'apprentie Maïté Taruffi a été engagée par Christine Freiholz, adjointe au chef du Service du personnel de la Ville de Morges, à la dernière minute. VANESSA CARDOSO

Le marché de l'apprentissage se détend grâce aux contrats tardifs

Le marché de l'apprentissage se détend grâce aux contrats tardifs

Le nombre de contrats augmente. Notamment en favorisant les signatures de la dernière chance

Lise Bourgeois

La dernière idée imaginée pour soutenir la création de places d'apprentissage a porté ses fruits. Septante-trois contrats «last-minute» viennent d'être signés après la date légale du 31 juillet. Conçu ce printemps, le dispositif met en relation les employeurs qui se décident au dernier moment et les jeunes qui n'ont encore rien trouvé.

«Quand on a démarré, nous pensions arriver à cinq contrats supplémentaires et on en a septante-trois!» se réjouit Sylvie Roldan-Dessenne, adjointe à la Division de l'apprentissage. Lancée le 1^{er} juillet, l'opération a permis aux employeurs de contacter la Division apprentissage, pour faire part de leur besoin du moment. La Division a transmis les requêtes à l'Office cantonal d'orientation scolaire et professionnelle qui, lui, avait les noms des jeunes en quête d'emploi.

«Une nouvelle chance»

Christine Freiholz, adjointe au chef du Service du personnel de la Ville de Morges, a bénéficié de l'ouverture: «Cette année, nous n'étions pas sûrs que l'un de nos apprentis allait passer son CFC.» Difficile, dès lors, d'engager le suivant sans savoir. «Au final, les examens ont été réussis et nous avons dû chercher sur le tard.»

Le service a-t-il craint de tomber sur des postulants moins brillants,

«Nous avons décidé d'engager un apprenti assez tard dans l'année. L'Etat nous a vraiment aidés en nous mettant en contact avec quelqu'un qui a l'air de bien coller»

Laure de Gennes, cofondatrice d'eboutic.ch

La quête continue à l'EPCL

● L'école professionnelle commerciale de Lausanne (EPCL) continue de chercher des solutions après que son bâtiment de la Vallée de la Jeunesse a été fermé parce qu'il s'affaisse (24 heures des 23 et 24 août). Chef de l'enseignement postobligatoire (DGEP), Séverin Bez ne cache pas que l'affaire est complexe car il faut trouver de nouvelles places pour les élèves, sans laisser les professeurs en rade. Il évoque de nombreuses réunions: «Nous nous voyons avec les directeurs des autres écoles de commerce du canton. Et les architectes doivent nous donner des nouvelles.» A suivre...

déjà écartés par d'autres patrons? «Non, commente François Delaquis, chef de Christine Freiholz. Nous étions prêts à prendre quelqu'un qui pouvait avoir potentiellement des difficultés. On nous a présenté trois ou quatre dossiers. Tous tenaient bien la route et les jeunes étaient motivés.»

L'histoire s'est terminée par l'engagement de Maïté Taruffi, 21 ans, qui, elle, a raté son CFC après son apprentissage à... l'Etat. Le service de la Santé publique pour lequel elle avait travaillé n'allait pas la reprendre en cas d'échec. Une chance pour la jeune femme que la Commune de Morges n'ait pas la même politique: «J'estime intéressant de donner

une nouvelle chance», dit Christine Freiholz.

Une aide précieuse

Autre exemple, Laure de Gennes, cofondatrice d'eboutic.ch, un site d'e-commerce démarré en 2007, mène une boîte de 50 personnes: «Il n'y a pas d'école pour notre métier et il faut donc former des gens. Nous avons décidé d'engager un apprenti assez tard dans l'année. L'Etat nous a vraiment aidés en nous mettant en contact avec quelqu'un qui a l'air de bien coller. C'est génial, car il faut une bonne dose de réactivité dans le travail avec les internautes.»

Autre exemple encore: Julie Haas, 17 ans, a bénéficié du pro-

gramme. A la fin de sa 9^e VSO, elle s'est inscrite pour une année de raccordement pour passer en VSG, car il était difficile de trouver un apprentissage en sortant de VSO. «Et puis, cet été, j'ai pris un cours d'une semaine à l'orientation. Là, j'ai trouvé.» Depuis deux semaines, elle est employée par le Body Black Gym de Malley comme «assistante en promotion de l'activité physique et de la santé», autrement dit comme coach de sport. «La formation est toute nouvelle, nous sommes la première volée», précise Julie Haas.

Pour elle, une nouvelle vie commence: «C'est beaucoup plus de responsabilités que l'école, mais j'aime beaucoup.»

La 10^e année continue de faire le plein

● Cette année, 6494 contrats d'apprentissage ont été conclus. C'est 98 de plus que l'an dernier et beaucoup plus qu'en 2003 (3400). Le chef de service Serge Loutan (aide à la formation) juge qu'il existe plusieurs causes à cette tendance haussière: «La diversité des métiers entraîne de plus en plus de demandeurs. Mais il y a aussi une prise de conscience des patrons.» Serge Loutan évoque encore une certaine «tension» dans le secteur des voies académiques favorisant du coup un léger regain d'intérêt pour les voies pratiques.

Isabel Taher-Sellés, directrice de l'Office cantonal d'orientation scolaire et professionnelle, (OCOSP) relève la «réelle volonté de promouvoir la formation professionnelle» aux niveaux cantonal et fédéral. A l'encontre de ceux qui prédisent la fin du

mode de formation dual si cher à la Suisse, l'Etat de Vaud a mis deux de ses entités à fond sur la question. D'un côté, le dgepService est à disposition des employeurs. Les barrières administratives ont été assouplies. De l'autre, l'OCOSP agit pour le compte des élèves. Ils sont tous «supervisés» dans leur processus de recherche d'un métier. Et ceux qui ne trouvent pas sont accompagnés pour autant qu'ils le souhaitent. «Nous ne pouvons pas être à 100% sûrs que tout le monde est sous contrôle», poursuit Serge Loutan. Ce n'est pas pour rien qu'il existe des programmes sociaux pour les jeunes adultes en difficulté. Dans la bourse des places d'apprentissages, plus de 5000 places ont été recensées. Mais 380 d'entre elles restent sans candidat parce que le métier ne plaît pas (bâtiment en

particulier) ou parce le poste se trouve dans la mauvaise région.

Reste un phénomène important, pas près de s'infléchir. Les élèves qui terminent leur scolarité sont très nombreux à prendre une année de transition à l'enseignement de l'OPTI (Organisme pour le perfectionnement scolaire, la transition et l'insertion professionnelle), des SEMO (semestres de motivation) et des préapprentissage. Pour l'OPTI, ils sont 1149 inscrits (1151 en 2012, 1015 en 2011) ce mois d'août, tandis que quelque 250 jeunes attendent d'y entrer. Ce qui devrait pouvoir se faire assez vite, les places occupées à l'OPTI étant souvent libérées par des élèves qui trouvent un emploi. «Mais il faut savoir, ajoute encore Isabel Taher-Sellés, que la quasi-totalité des jeunes qui font une 10^e année trouve une place à la sortie.»